

Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 30/3 (2003)

DOI: 10.11588/fr.2003.3.63808

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

manistique et, pour des raisons géopolitiques, la romanistique. Preuve de l'importance de cette création: malgré l'ordre de Heydrich du 21 juillet 1941 de mobiliser tous les membres de la Sipo et du SD de moins de quarante ans, Löffler et ses principaux collègues ne seront incorporés qu'en juin 1943. Affecté d'abord en Croatie puis, au siège du SD à Belgrade, ce dernier sera décoré de la Croix de fer avec épées. Entendu sur cette période comme simple témoin lors du procès, en 1962 à Munich, contre le commandant du groupe Agram, l'affaire sera classée »faute de preuves«. Or la proposition de promotion de Löffler en 1944 souligne encore la solidité de ses convictions idéologiques et prévoit sa nomination comme professeur à l'Académie des cadres de la Sipo. Transféré en septembre 1944 à l'université de Tübingen, il y retrouve Gunther Franz et Anrich affectés en même temps que lui au SD de Markleebeben, près de Leipzig, avec mission de coordonner la recherche historique au sein de la SS pour la création d'une Communauté de travail germanique. D'où une réunion de concertation avec les Communautés de travail régionales encore existantes, qui fixe comme thème prioritaire »L'évolution de l'Europe et l'influence germanique«.

Un certain nombre d'historiens du SD parviendront, à la faveur de la guerre froide, à se réinsérer dans le circuit scientifique de la RFA. Les uns après des travaux occasionnels et des traductions seront, comme Löffler et plusieurs enseignants de l'université du Reich de Strasbourg, réintégrés dans les années 1950–1960 dans l'enseignement secondaire puis supérieur, malgré l'ordonnance du 8 mai 1945 et le verdict du Tribunal de Nuremberg déclarant criminels les organes de la SS. D'autres trouveront des postes dans la presse et la direction de maisons d'édition. La plupart se retrouveront dans la Société Ranke, créée à Hambourg, à l'initiative de l'ancien recteur de l'université hanséatique sous le III^e Reich. Aux côtés d'anciens historiens du SD, comme Löffler et Franz, figurent Hans Tümler, expert de la Commission de contrôle du parti pour les publications nazies ainsi que des anciens de l'*Ostforschung*. À l'origine de nombreuses publications, dont un Annuaire, un Guide bibliographique, des ouvrages d'histoire politique et les »Droits des Germains«, financés auparavant par la SS, la Société Ranke n'hésite pas à affirmer en 1961, lors de son 10^e anniversaire, que son objectif reste la lutte contre »la falsification de l'Histoire« (sic).

Qualifiée par l'auteur de scandale, la réintégration des historiens SS dont seul le germaniste Gerhard Fricke regrettera publiquement en 1965 son engagement sous le III^e Reich, Lerchenmueller n'en conclut pas moins qu'ils n'ont pas joué un rôle notable dans la discipline historique de la RFA. Ce qui revient à sous-estimer leur influence à travers leur enseignement, les conférences, les publications et dans les sphères gouvernementales entre 1950 et 1970. Dominés par l'anticommunisme et le révisionnisme historique au nom du combat contre les pays de l'Est jusqu'à l'*Ostpolitik* de Willy Brandt, les milieux néo-conservateurs de la RFA ont utilisé sans états d'âme ces »experts« rapidement blanchis comme »Mitläufer« puis comme »unbelastet«.

Rita THALMANN, Paris

Frank-Rutger HAUSMANN, »Auch im Krieg schweigen die Musen nicht«. Die Deutschen Wissenschaftlichen Institute im Zweiten Weltkrieg, Göttingen (Vandenhoeck und Ruprecht) 2001, 400 p. (Veröffentlichungen des Max-Planck-Instituts für Geschichte, 169).

L'ouvrage de Frank-Rutger Hausmann, romaniste à l'Université de Fribourg, retrace l'histoire brève mais fondamentale des Instituts scientifiques allemands (Deutsche Wissenschaftliche Institute [DWI]) implantés dans toute l'Europe au cours de la Seconde Guerre mondiale. Certes, certaines de ces institutions, en particulier l'Institut Allemand de Paris, ont déjà fait l'objet de monographie¹. Mais, en plus d'un aperçu synthétique sur chacun de

1 Eckard MICHELS, Das Deutsche Institut in Paris 1940–1944, Stuttgart 1993.

ces établissements, Hausmann entend ici replacer ces centres dans une perspective globale, celle d'un réseau contrôlé par Berlin, où chaque élément du *puzzle* doit répondre à des considérations idéologiques et politiques générales tout en ayant des objectifs stratégiques propres.

Ce livre se compose de deux parties: tout d'abord une importante introduction d'une cinquantaine de pages replaçant la fondation des instituts scientifiques allemands dans le cadre de la politique scientifique nationale-socialiste et les objectifs assignés alors aux sciences humaines; la seconde partie de l'ouvrage, de plus de 300 pages, modestement appelée «documentation», présente les 16 instituts allemands fondés au cours de la Seconde Guerre mondiale (ainsi que leurs annexes). L'auteur y recense le personnel de ces centres (avec notices biographiques), dégage leurs axes de recherche scientifique et leur production, en retrace l'historique en insistant en particulier, pour chaque cas, sur les relations de l'Allemagne nazie au pays hôte. Suivent ensuite une courte bibliographie et un index des noms de personnes très considérable.

Pour mener à bien ce travail colossal, Hausmann a principalement exploité les archives de l'Auswärtiges Amt (Berlin), de la Deutsche Akademie de Berlin (au Bundesarchiv/Berlin), du Geheimes Staatsarchiv Preußischer Kulturbesitz (Berlin), et des fonds privés. Malheureusement une grande partie des archives de ces instituts ont disparu, ce qui accroît d'autant plus l'importance des fonds privés et des témoignages. L'auteur souligne que la politique scientifique nationale-socialiste n'a jusqu'à présent guère fait l'objet d'études (elle aurait été selon lui victime du primat de l'histoire diplomatique et militaire, ce qui paraît être une vision partielle de l'historiographie du III^e Reich ...), or il démontre tout l'intérêt d'une telle thématique à la jonction de la science, de l'idéologie et de la politique. La science, et la politique scientifique de l'Allemagne à l'étranger ont été mises au service de la propagande du régime national-socialiste par un double processus: il s'agit d'une part d'influencer les élites étrangères dans le pays d'implantation, d'autre part de favoriser la domination intellectuelle du III^e Reich dans toute l'Europe.

L'auteur met tout d'abord en lumière l'ambiguïté de la politique scientifique nationale-socialiste qui se caractérise tout à la fois par son instrumentalisation à des fins idéologiques et politiques et par sa «modernité». En effet, pour les nazis, le temps de la recherche individuelle était dépassé et la recherche devait être pratiquée de manière collective et interdisciplinaire. Si les nazis n'avaient pas encore de conception bien établie de la science et de la politique culturelle extérieure en 1933, leur dessein se précisa avec la restructuration de la section culturelle de l'Auswärtiges Amt en 1936 et le discours du *Führer* de 1937, dénonçant l'insuffisance de la propagande culturelle à l'étranger. Néanmoins, il fallut attendre le début de la guerre pour que se développât l'offensive culturelle et scientifique du III^e Reich à l'étranger. C'est pourquoi, à l'initiative des fonctionnaires des ministères des Affaires étrangères et de l'Éducation, un réseau d'instituts scientifiques allemands devait être établi entre 1940 et 1944. Ces instituts devaient rester sous leur double contrôle, mais sombrer toujours davantage sous la coupe de la SS à partir de 1944. Cette «mobilisation de la science» illustre à certains égards un phénomène de transfert culturel: selon les Allemands, depuis 1871, la France avait très bien su utiliser l'arme scientifique pour procéder à un «encerclement intellectuel de l'Allemagne», les germanistes de la Sorbonne et de l'Université de Strasbourg (Vermeil est nommément cité) ayant eu une responsabilité particulière dans cette offensive intellectuelle. Il fallait prendre exemple sur ce modèle pour le «retourner» contre la France en particulier. C'est pourquoi tant de romanistes furent nommés à la tête des DWI.

De manière très percutante, l'auteur met en évidence les principaux facteurs déterminant le rôle et la spécificité des DWI: ceux-ci dépendaient tout d'abord du type de pays dans lequel ils étaient implantés (neutres, «amis» ou pays occupés); de la proximité géographique à l'Allemagne et du moment de leur création: dans une première phase – 1940/42 – furent fondés les instituts de Bucarest, Paris, Sofia, Budapest, Belgrade, Copenhague, Madrid,

Athènes et Bruxelles. Ces années «victorieuses» se caractérisèrent par la volonté d'influencer les élites étrangères par la science, l'art et la culture, de les persuader, surtout dans les pays vaincus, qu'il fallait trouver un arrangement avec l'Allemagne; dans une seconde phase – 1943/44 –, furent fondés les instituts de Helsinki, Stockholm, Agram/Zagreb, Pressburg/Bratislava, Lisbonne, Venise et Tirana. Cette période est marquée par l'appel à sauver l'Occident: la grande Allemagne combat pour la défense de la culture et de la civilisation européenne.

Hausmann dégage finalement quatre catégories d'instituts et de pays hôtes:

1. le cas du Portugal et de l'Espagne, dans une moindre mesure de la Suède et de la Finlande: ces pays ne se sentaient pas directement menacés par la machine de guerre allemande et étaient capables, dans une certaine mesure, d'imposer des limitations aux projets allemands;
2. dans les pays occupés (Belgique, Danemark, France, Grèce, Serbie), les DWI se gardèrent, curieusement, d'exercer un endoctrinement massif: il ne fallait pas compromettre les chances de collaboration et tenter de préserver la «neutralité» de certains intellectuels;
3. dans les États pro-fascistes comme l'Albanie, l'Italie, la Croatie, la Slovaquie, les DWI ne se sentaient pas tenus de maintenir une certaine façade scientifique et un semblant d'objectivité.
4. Avec les pays partenaires, tels la Bulgarie, la Roumanie et la Hongrie, dont les élites étaient très majoritairement germanophiles, la tâche de la politique culturelle allemande consistait à tenir en main voire menacer ces régimes.

Tous les instituts étaient organisés autour de trois sections: la section scientifique était la principale, gérant les échanges d'universitaires, l'organisation des tournées de conférences, la mise sur pied des expositions, concerts, etc.; la section «académique» organisait les échanges d'étudiants, d'enseignants, d'élèves; elle reprenait essentiellement les tâches du DAAD et de l'Alexander von Humboldt-Stiftung; enfin, la section «langue» s'occupait des lecteurs et organisait les cours de langue. Dans quelques instituts pouvaient exister des sections supplémentaires ayant en charge les traductions, l'établissement de bibliographies, les publications, parfois même des sections d'archives ou d'archéologie.

Parmi ces institutions, l'Institut Allemand de Paris avait un rôle de premier plan et un statut spécial: il vivait en symbiose avec l'Ambassade dont il constituait en quelque sorte la section culturelle. Ses responsables entendaient en faire un centre de la collaboration. Malgré des succès initiaux, l'Institut Allemand devait voir sa force d'attraction diminuer en même temps que le III^e Reich marchait à sa perte.

Notons enfin que l'auteur n'a pas manqué d'évaluer l'impact de ces instituts par rapport à leur mission initiale. Cet ouvrage est donc à la fois une très belle étude sur la politique nazie de la science pendant la guerre et un outil de travail fondamental.

Corine DEFRANCE, Paris

Association pour l'histoire des chemins de fer en France. Une entreprise publique dans la guerre: la SNCF, 1939–1945. Actes du VIII^e Colloque de l'Association pour l'histoire des chemins de fer en France, Paris, Assemblée nationale, 21–22 juin 2000, réunis sous la présidence de René RÉMOND. Textes réunis et édités par Marie-Noëlle POLINO, Paris (Presses Universitaires de France) 2001, VIII–414 p.

Usually it is the reviewer's task, when treating the printed proceedings of a scholarly conference, to praise the participants and to summarize their contributions. But in this instance our warmest accolades should be reserved for the superb editorial work of Marie-Noëlle POLINO, who has so expertly recreated the tense and sometimes tumultuous atmosphere of a recent gathering in Paris devoted to the role of French railways during the Second